

Face à la dégradation sociale et aux attaques du gouvernement : Ne nous trompons ni de combat, ni d'adversaire !

LA SEULE SOLUTION : RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS

Le 17 octobre, plus de 5 000 personnes se sont mobilisées dans les rues du Mans de manière revendicative et pacifique, dans un cortège dynamique et intergénérationnel. Se sont rassemblés des lycéens, des étudiants, des salariés, des retraités, des chômeurs, des gilets jaunes pour protester contre toutes formes d'oppression sociale. La politique du gouvernement Macron est clairement à bout de souffle, et le peuple n'en peut plus !

Suite aux récentes prises de positions publiques concernant le déroulement des manifestations au Mans, les syndicats de base de la **FNEC FP FO 72** tiennent à exprimer clairement leur analyse et leurs orientations. La **Fédération Nationale pour l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle**, réunit notamment le **SNUDI** (1^{er} degré), le **SNFOLC** (2nd degré), l'**ESR** (enseignement supérieur) et **IDFO** (Direction d'établissements)

1. PRÉSENCE DANS LA RUE ET MOBILISATIONS À VENIR : L'URGENCE DES REVENDICATIONS

Pour notre fédération, **la place de Force Ouvrière est et reste auprès des travailleurs, dans la rue et dans l'action**. Alors que les salariés subissent de plein fouet l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat, la détérioration des conditions de travail et la casse des services publics, nous refusons toute logique de désengagement ou de réserve face aux mobilisations unitaires.

La **FNEC FP FO 72** était présent aux côtés des lycées les 6, 13 et 17 octobre, et nous appelons dès aujourd'hui à participer massivement aux prochaines manifestations. **L'urgence sociale ne nous permet pas de désertier le terrain des luttes.**

2. D'OÙ VIENT LA VÉRITABLE VIOLENCE ?

Si nous ne confondons pas l'action syndicale organisée avec les débordements individuels, nous refuserons toujours que l'on inverse le rôle des responsables. La violence qui frappe la société au quotidien n'est pas née dans les cortèges :

→ Elle est d'abord **sociale et politique** : C'est la **violence** des **lois régressives**, du **blocage des salaires**, de la **précarité imposée** et des **coupes budgétaires** qui détruisent notre santé et nos écoles.

→ Elle est **institutionnelle** : C'est la **violence** de la doctrine du maintien de l'ordre adoptée par l'État depuis plusieurs années, visant à **criminaliser le mouvement social**, à intimider les manifestants et à étouffer toute contestation collective.

→ Elle est **disproportionnée et injustement répartie** : C'est la **violence** qui mutilé de très jeunes personnes, mineures pour la plupart. Des mains arrachées, des yeux crevés, des blessures graves, des jeunes gens étouffés, noyés... Alors même que des casseurs qui s'attaquent aux petits commerçants ou aux agents de l'État ne sont pas arrêtés.

La FNEC FP FO 72 condamne sans réserve toutes les violences, pillages ou exactions commises en marge voire tout à fait en dehors des manifestations du samedi 17 octobre, mais selon nous, **accorder la priorité à la condamnation des incidents de rue sans dénoncer avec la même fermeté la violence des politiques gouvernementales et de la répression policière revient à détourner l'attention des vrais sujets**. C'est le gouvernement Macron Lecornu qui est le véritable artisan du chaos, en refusant de répondre aux revendications et en ignorant avec mépris la détresse sociale qui s'étend dans tout le pays !

3. INDÉPENDANCE SYNDICALE ET UNITÉ D'ACTION

L'indépendance de notre organisation syndicale n'est pas une clause de neutralité ni un prétexte au retrait. Elle est un **outil au service du rapport de force !**

Nous affirmons haut et fort que l'unité d'action sur le terrain face à un gouvernement hostile et un patronat intransigeant n'est pas une concession, mais une nécessité absolue pour gagner sur nos revendications :

- **Augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux.**
- **Défense et reconquête de nos services publics.**
- **Arrêt des politiques d'austérité et respect du droit de manifester.**
- **Satisfaction des revendications lycéennes et estudiantines.**

Notre fédération continuera de porter avec détermination le mandat que nous confient les agents : combattre la politique de l'État, défendre l'outil revendicatif et construire la mobilisation la plus large possible.

Comme notre confédération nationale, la CGT FO, le 5 novembre, nous serons dans la rue, avec les lycéens, nos camarades de la fonction publique, de l'enseignement supérieur et de tout le monde du travail jusqu'à satisfaction de nos revendications !